
H-France Review Vol. 21 (August 2021), No. 151

Paula Schwartz, *Today Sardines Are Not for Sale: A Street Protest in Occupied Paris*. New York: Oxford University Press, 2020. ix + 242 pp. \$29.95 U.S. (hb). ISBN 9780190681548.

Compte-rendu par Danielle Tartakowsky, Université Paris 8.

Le régime de Vichy a interdit dès la première heure toutes les manifestations de rue et réprimé ceux qui s’y essayaient. Celles-ci ressurgissent pourtant à partir de novembre 1940 (hormis de rares exceptions antérieures) et connaissent une poussée qui n’aura plus de cesse jusqu’en novembre 1943, quand la lutte armée prendra le pas sur toutes autres.

Ian Kershaw a montré l’importance des questions matérielles et plus spécifiquement du ravitaillement sur l’évolution de l’opinion publique sous le régime nazi. Paula Schwartz souligne à son tour le rôle du rationnement dans l’affirmation d’un mécontentement d’autant plus fort, ajoute-t-elle, que la question de la nourriture, toujours essentielle, revêt, en outre, en France une importance culturelle, « les prélèvements allemands frappant par là non seulement à l’estomac mais l’esprit ».

Jusqu’en mai 1942, date de la manifestation à laquelle est consacré son ouvrage, la majorité des manifestations advenues, 137 sur un total de 231 à l’échelle nationale depuis novembre 1940 selon nos propres travaux, sont, de fait, destinées à protester contre l’état critique du ravitaillement en empruntant à plus d’un titre au répertoire des émeutes de subsistance. La plupart sont initiées par le Parti communiste clandestin qui mesure l’existence d’un puissant mécontentement préalable sur un terrain étranger à son champ d’action traditionnel, le canalise et lui donne sa forme d’expression en prenant soin de lui conserver ses spécificités initiales. Ces manifestations à maints égards en rupture avec son répertoire d’action d’avant-guerre se déploient du moins, initialement, dans ses anciens bastions que sont les municipalités qu’il dirigeait, en zone nord, et dans les bastions ouvriers du Nord Pas-de-Calais, en lui permettant de mobiliser des milieux exerçant une influence certaines sur l’opinion.

Malgré des archives lacunaires et le silence de la presse légale, ces manifestations ont fait l’objet de plusieurs études à une échelle macro-politique, nationale ou départementale. L’ouvrage de Paula Schwartz s’en distingue par sa dimension de micro-histoire revendiquée. Il se focalise sur une seule de ces manifestations, organisée le 31 mai 1942, rue de Buci, rue commerçante, alors populaire, du 6^{ème} arrondissement de Paris, et devenue emblématique après-guerre.

L’ouvrage débute par le récit d’une quête à laquelle une plaisante écriture donne parfois des allures quasi romanesques, soldée après bien des vicissitudes par l’accès à de précieuses archives

conservées par la Préfecture de police de Paris. Ces archives et d'autres sont croisées avec dix-sept entretiens menés et traités avec un respect des protagonistes qu'il convient de saluer.

Certains sont le fait d'actrices devenues des figures de la Résistance, au premier rang desquelles l'institutrice Madeleine Marzin. D'autres émanent de témoins qui, tel ce commerçant d'alors de la rue de Buci, s'expriment publiquement pour la première fois. Ces sources pour la plupart inédites permettent une approche sociologique des participants à la manifestation et des réseaux familiaux, amicaux et de voisinage constitutifs de cette résistance populaire, comme il advint s'agissant de la Commune de Paris.

A l'égal de celles qui l'ont précédée, la manifestation de la rue de Buci s'organise en prise directe avec l'objet de ses revendications, soit, ici, un Eco marché dépendant d'une grande chaîne. Mais elle s'en distingue à divers titres.

D'abord en ce qu'elle est parisienne quand la surveillance et la répression valent aux manifestations d'être là inexistantes ou presque depuis le 11 novembre 1940. Ensuite en ce qu'elle échappe au calendrier de déterminants externes aggravants pour s'intégrer dans un calendrier politique qui leur était jusqu'alors étranger. Les poussées de manifestations antérieures ont en effet correspondu avec les difficultés inhérentes aux deux précédents hivers, sans être nullement affectées par l'invasion de l'Union soviétique, le 22 juin 1941. La manifestation de la rue de Buci se déroule, a contrario, après un Premier mai marqué par des manifestations patriotiques d'ampleur initiées par les gaullistes et les communistes, aux fins de subvertir, ici, la fête de mères réactivée à des fins idéologiques par le Maréchal Pétain.

Alors que les manifestations antérieures entretenaient une apparence de spontanéité, excluant tout marqueur politique, il a été prévu que *La Marseillaise* donne le signal permettant à la queue devant le magasin de se muer en manifestation et d'interpeller les autorités. Le signal ayant fait défaut, Madeleine Marzin infléchit la nature de l'action et invite à s'approprier les boîtes de sardines, en basculant vers l'action directe. Au terme de son ouvrage, Paula Schwartz peut ainsi lui comparer le pillage de l'épicerie de luxe Fauchon menés par les maoïstes, tenants après 1968, d'une « nouvelle résistance », dans un contexte où, faut-il le rappeler, les risques n'étaient guère comparables.

La sociologie de tous les mouvements de résistance présente un caractère fonctionnel.[1] Le Parti communiste ne mobilise ici, d'habitude, que des femmes résumées à leur fonction nourricière, exprimée par l'intitulé de « manifestations de ménagères ». Paula Schwartz montre que cette manifestation, postérieure de quelques mois à la constitution des FTP, réunit cette fois les branches politique et militaire de la Résistance, d'ordinaire soigneusement cloisonnées et dévolues à des actions spécifiques. Des hommes, pour certains armés, sont en effet répartis dans les rues alentour pour protéger la manifestation de femmes, si nécessaire. Cette présence inhabituelle répond d'une circulation des acteurs que Paula Schwartz est la première à mettre en évidence. Quelques-uns des hommes présents ce jour aux abords de la rue de Buci se retrouveront ainsi parmi les « Cinq martyrs du lycée Buffon » et dans le maquis de Moret-sur-Loing.

Le tour imprévu qu'a pris la manifestation, l'intervention de la police et la présence d'hommes armés précipitent un dérapage qui se solde par la mort de deux policiers, qualifié par l'occupant d'« acte de guerre ». S'en suit une répression dont Paula Schwartz analyse le caractère genré et ses limites. Elle est marquée par trois exécutions capitales et des déportations, du jamais vu

s'agissant de ce type de manifestations. Les condamnés pour « délit de droit commun » ayant échappé à la déportation et à la mort devront être rejugés par deux fois à la Libération avant que leur action ne soit finalement reconnue, en février 1945, pour un acte de Résistance.

Au terme de son ouvrage, Paula Schwartz se livre à une passionnante étude des constructions mémorielles ultérieures. Elle montre comment le récit devenu canonique de cette manifestation s'est calqué sur ce qui était stratégiquement prévu en gommant les tirs, les deux morts et la présence des hommes, victimes d'une élimination mémorielle après l'avoir été d'une élimination physique par l'occupant. Elle constate a contrario qu'il n'est pas fait mention de cette manifestation (ou de ses deux victimes) dans l'espace public quand nombreuses sont les plaques en l'honneur des « Cinq martyrs du lycée Buffon » ; en revenant, sur un autre mode, sur les distinctions de genre.

L'analyse de cette manifestation ainsi enrichie et, du même fait complexifiée, livre en outre des développements et réflexions plus larges relatifs aux sociabilités de quartier, à la vie quotidienne du Paris occupé, au rôle de son métro, et plus généralement à la Résistance comme mouvement social. Est-il nécessaire d'ajouter qu'il s'agit là d'un ouvrage d'importance ?

NOTE

[1] « Pour une histoire sociale de la résistance. » Special issue, *Le Mouvement Social* 180/3 (1997).

Danielle Tartakowsky
l'université Paris-VIII
dane.tartakowsky@orange.fr

Copyright © 2021 by the Society for French Historical Studies, all rights reserved. The Society for French Historical Studies permits the electronic distribution of individual reviews for nonprofit educational purposes, provided that full and accurate credit is given to the author, the date of publication, and the location of the review on the H-France website. The Society for French Historical Studies reserves the right to withdraw the license for redistribution/republication of individual reviews at any time and for any specific case. Neither bulk redistribution/republication in electronic form of more than five percent of the contents of *H-France Review* nor republication of any amount in print form will be permitted without permission. For any other proposed uses, contact the Editor-in-Chief of H-France. The views posted on *H-France Review* are not necessarily the views of the Society for French Historical Studies.

ISSN 1553-9172